

UNICEF NIAMEY (NIGER)  
Attention: Supply & Logistics Unit  
2, Rue des Oasis, Niamey  
NIAMEY/NIGER

DATE DE PUBLICATION : 25 septembre 2017

### **AVIS DE DEMANDE DE PROPOSITION**

#### **LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER**

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au NIGER invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions d'offres de services sous pli fermé pour la prestation reprise en objet.

Le dossier complet est disponible à la réception du bureau UNICEF-Niamey situé au 2, rue des Oasis à Niamey pendant les jours ouvrables de 8H00 à 17H30 ou à l'adresse email : [nigerbid@unicef.org](mailto:nigerbid@unicef.org)

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert à toutes les institutions ayant une expérience avérée dans la conduite des évaluations dans le domaine de changement climatique, des enquêtes sociodémographiques et socio-économiques et des études techniques hydrauliques.

#### **IMPORTANT - INFORMATION ESSENTIELLE**

(L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure sur l'enveloppe réponse ou dans le mail de soumission)

Dans toute correspondance rappeler la référence:

#### **LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER**

Les offres, (1 ORIGINAL et 1COPIE) et sous pli cacheté, devront être déposées à la Réception du Bureau de L'UNICEF à Niamey à l'adresse indiquée ci-haut ou par courrier électronique à l'adresse suivante : [nigerbid@unicef.org](mailto:nigerbid@unicef.org)

**Les offres devront parvenir à l'UNICEF avant le lundi 16 octobre 2017 à 14h00'** (heure de Niamey).

**L'ouverture aura lieu le même lundi 16 octobre 2017 à 14h30'** en présence des soumissionnaires qui désirent y assister dans les locaux du Bureau Unicef-Niamey

Toute demande d'information ou de clarification au document d'appel d'offres peut être obtenue à l'adresse suivante : [nigerbid@unicef.org](mailto:nigerbid@unicef.org)

Le dossier de Soumission comprend les documents suivants :

- i. Le présent avis de demande de proposition
- ii. Le Règlement particulier de la Demande de Proposition
- iii. Les Annexes
  - Les Termes de références de l'étude
  - Les Lettres de soumission (technique et financière)
  - Le Cahier de clauses et Conditions Générales des Contrats institutionnels de l'Unicef

---

Ismaila SY

Supply Manager

## I. FORMULAIRE DE PROPOSITION

Ce formulaire de PROPOSITION doit être rempli et signé, puis retourné à l'UNICEF. La proposition doit être faite conformément aux instructions figurant dans cette demande.

### MODALITÉS ET CONDITIONS DE CONTRAT

Tout contrat résultant de cette requête doit contenir les **Termes et Conditions Générales de l'UNICEF** (Voir Annexe n°3).

### INFORMATION

Toute demande de renseignements au sujet de cette demande doit être transmise par e-mail à : [nigerbid@unicef.org](mailto:nigerbid@unicef.org). L'intitulé de l'email devra mentionner la référence de l'appel d'offre

**LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER**

### PROPOSITION

Le soussigné, après avoir lu les Termes et Conditions de l'UNICEF figurant dans le document à la présente demande de proposition, **LRFP- 9134551**, s'engage à exécuter les services spécifiés dans le présent document.

Signature : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Nom & Titre : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse postale : \_\_\_\_\_

N° Tél / Cell : \_\_\_\_\_

Fax : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_

Validité de l'offre : \_\_\_\_\_

Monnaie de l'offre : \_\_\_\_\_

Délai d'exécution: \_\_\_\_\_

Délai de démarrage à partir de la signature du contrat : \_\_\_\_\_

**Ce formulaire signé doit être soumis dans le cadre de la proposition technique.**

## II. PROCÉDURES DE LA DEMANDE DE PROPOSITION

### 1. MARQUAGE ET RETOUR DES PROPOSITIONS

Les plis contenant les propositions doivent être hermétiquement fermés dans une enveloppe, clairement marquée (sur l'extérieur) du numéro de la Demande de Proposition et doivent parvenir au bureau de l'UNICEF au plus tard à la date et l'heure indiquées.

Les soumissions électroniques, comprenant une offre technique et une offre financière en deux fichiers distincts, indiqueront en objet du courriel : « **LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER** ».

Les plis contenant les propositions devront être déposés au bureau de l'UNICEF Niamey situé au **2, rue des Oasis ancien plateau, Niamey** ou par email à l'adresse : [nigerbid@unicef.org](mailto:nigerbid@unicef.org)

Les propositions reçues de toute autre manière et/ ou les propositions déposées après le délai mentionné seront invalidées.

Toutes les propositions devront être soumises de la manière suivante :

- Enveloppe extérieure portant les mentions suivantes (Sans le Nom de l'entreprise):  
**LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS SECTEUR DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER**
- Enveloppe 1 : Proposition Technique Nom de l'entreprise  
  
**LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER**
- Enveloppe 2 : Proposition Financière Nom d'entreprise  
  
**LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER**

Les enveloppes 1+ 2 contenant les propositions techniques et financière devront être **scellées, séparées et insérées** dans l'enveloppe extérieure.

Un Comité ad hoc ouvrira les propositions techniques à l'heure indiquée en présence de tous les soumissionnaires présents. Aucune offre reçue par la suite ne sera prise en considération. L'UNICEF n'acceptera aucune responsabilité pour l'ouverture prématurée d'une offre mal dirigée ou d'une offre non identifiée correctement.

## **2. PREPARATION DE L'OFFRE**

### **1. Langue de l'offre**

L'offre du soumissionnaire ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le soumissionnaire et l'UNICEF seront rédigés en français.

### **2. Documents constituant l'offre**

L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents ci-dessous mentionnés.

#### **I. Documents administratifs**

- i. la copie certifiée conforme du Certificat d'Inscription au registre de Commerce et de Crédit Mobilier
- ii. la copie certifiée conforme de l'Attestation de Régularité Fiscale datant de moins de trois (3) mois
- iii. la copie certifiée conforme du Certificat de non faillite, non liquidation judiciaire, non cessation de paiement datant de moins de trois (3) mois
- iv. la copie certifiée conforme du Certificat que l'entreprise est à jour au regard de la réglementation du travail et de la sécurité sociale

Toute offre ne comportant pas l'ensemble des pièces administratives ci-dessus sera rejetée.  
Pour les soumissionnaires en dehors du Niger, ils présenteront l'équivalent des pièces ci-dessus

#### **II. Documents constituant l'offre technique**

Le soumissionnaire devra fournir suffisamment d'informations dans la proposition visant à démontrer la conformité avec l'exigence fixée dans chaque section de la présente demande en **Annexe n° 1 (Termes de référence)**. La proposition doit inclure au minimum:

- i. Les références techniques du soumissionnaire (et, en cas de groupement, pour chacun des membres). Ces références comprendront une description ou une présentation de l'expérience acquise au cours des 3 dernières années dans les évaluations dans le domaine de changement climatique, des enquêtes sociodémographiques et socio-économiques et des études techniques hydrauliques. Le soumissionnaire joindra toute documentation utile appuyant son expérience ainsi que les chiffres d'affaires dans les prestations similaires (et en cas de groupement, pour chaque membre) et les engagements contractuels en voie de réalisation.
- ii. Une note technique détaillée sur l'organisation de la mission tout en mettant l'accent sur le respect de délai et les modalités de mise en œuvre de la prestation. La méthodologie et le planning de réalisation, qui traduit clairement l'efficacité de l'organisation que le soumissionnaire compte mettre en place pour l'étude.
- iii. La liste et les qualifications du personnel d'encadrement proposé aux différents postes tant sur le terrain qu'au siège (organigramme)

Pour chaque membre du personnel d'encadrement, il sera fourni un Curriculum Vitæ détaillé daté et signé par le titulaire et comportant notamment une description :

- De la formation (avec les noms des institutions de formation, les diplômes obtenus et les dates d'obtention) ;
- De l'expérience et de la qualification (avec mention des postes occupés, des employeurs, des dates).

### **III. Documents constituant l'offre financière**

- La lettre de soumission financière selon le modèle joint en annexe.
- Fournir une fiche des coordonnées bancaires du soumissionnaire (cette fiche devra reprendre le nom et l'adresse de la Banque, le nom du titulaire et celui du représentant habilité, la signature et le cachet de l'entreprise) ;

### **3. VALIDITE**

Les propositions restent valables pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de clôture de dépôt des propositions.

Cependant, l'UNICEF peut, avant l'expiration de ce délai, demander aux soumissionnaires retenus de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée. La demande et les réponses doivent être faites par écrit.

### **4. AUCUNE LETTRE DE CREDIT OU PAIEMENT A L'AVANCE**

Les règles et procédures financières de l'UNICEF interdisent le paiement en avance pour tout service, sauf dans des circonstances particulières.

### **5. CHANGEMENTS ET/OU MODIFICATIONS**

Toutes les demandes de changements ou modifications à la demande de proposition ou les demandes d'éclaircissements doivent être soumises par e-mail à l'adresse suivante : [nigerbid@unicef.org](mailto:nigerbid@unicef.org)

L'Unicef répondra à toute demande d'éclaircissement reçue au moins trois (3) jours avant la date limite de dépôt des offres. Dans le même temps, une copie de la réponse sera adressée à tous les candidats qui auront retiré le dossier d'appel d'offres ; cette copie indique la question posée sans mentionner le nom de son auteur.

Jusqu'à quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, l'Unicef peut modifier les documents d'appel d'offres en publiant des additifs.

Tout additif publié fera partie intégrante des documents d'appel d'offres et sera communiqué par écrit à tout soumissionnaire qui a retiré le dossier d'appel d'offres. En cas d'additif, l'Unicef pourra reporter autant que nécessaire, la date limite de remise des offres afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour préparer leurs offres.

### **6. MODIFICATION, SUBSTITUTION ET RETRAIT DES OFFRES**

Le soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir présentée, sous réserve que l'Unicef reçoive une notification écrite de la modification ou du retrait avant les dates et heure limites de dépôt des offres. Aucune offre ne peut être modifiée par le soumissionnaire après les dates et heure limites de remise des soumissions.

La notification de modification ou substitution de l'offre par le Soumissionnaire sera rédigée, cachetée, marquée et remise conformément aux dispositions de marquage ci-dessus, les enveloppes extérieure et intérieure portant en plus la mention **"MODIFICATION"** ou **"SUBSTITUTION"**, selon le cas.

### **7. RÉFÉRENCES**

Le soumissionnaire est prié de fournir le nom d'au moins cinq (5) clients, pour lesquels il a fourni le



même type de services au cours des trois dernières années. L'UNICEF se réserve le droit de prendre contact avec ces références, sans en aviser le soumissionnaire.

## **8. GROUPEMENT D'ENTREPRISES / SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE**

Les entreprises sont autorisées à s'associer sous forme de groupement solidaire. Les offres présentées par un groupement d'entreprises doivent satisfaire les conditions suivantes :

- Le dossier de candidature doit inclure tous les renseignements relatifs à chacune des entreprises concernées;
- Un des membres du groupement doit être désigné comme mandataire commun du groupement; ce mandataire sera habilité à représenter le groupement et à recevoir les instructions pour le compte et au nom de chacun des membres du groupement;
- Tous les membres du groupement doivent être responsables conjointement et solidairement de l'exécution du Marché à passer;
- Une copie de l'accord de groupement conclu entre les membres du groupement doit être jointe à l'offre. Cet acte d'accord devra désigner le mandataire commun au groupement.

Chaque soumissionnaire est autorisé à confier, avec l'accord de l'UNICEF, l'exécution d'une partie (au maximum 40%) des prestations à un (ou plusieurs) sous-traitant(s); la sous-traitance intégrale des travaux est interdite.

En cas de sous-traitance, le soumissionnaire doit indiquer clairement la proportion et le coût des prestations qu'il entend sous-traiter.

La valeur totale des prestations confiées à un ou plusieurs sous-traitants ne devra pas dépasser 40% du montant du marché.

## **9. COPIES**

Tous les documents constituant la soumission seront présentés en deux (2) exemplaires dont un (1) original et une (1) copie marqués comme tels. En cas de divergence entre l'original et la copie, l'original fera foi. L'original et la copie de l'offre devront être signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du soumissionnaire. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre

## **10. OUVERTURE DES OFFRES / PROPOSITIONS**

Seules les propositions techniques seront ouvertes en public, à Niamey, à la date et heure indiquées dans ce document. Les soumissionnaires sont invités à y assister.

Après l'ouverture publique, l'UNICEF procédera dans un premier temps à l'évaluation des propositions techniques suivant les critères définis. Ne seront prises en compte pour évaluation finale que les offres financières des propositions techniques jugées conformes selon les critères d'évaluation repris ci-dessous.

L'UNICEF mettra en place une équipe d'évaluation composée du personnel technique de l'UNICEF qui soumettra une recommandation au Comité interne de revue des contrats de l'UNICEF, pour délibération. L'équipe chargée de l'évaluation tiendra compte du respect des conditions prévues dans la demande de proposition. Les réponses qui ne répondront pas à ces conditions seront jugées non conformes, seront rejetées à ce stade et ne seront plus considérées.

#### **11. DROITS DE L'UNICEF**

L'UNICEF se réserve le droit d'accepter toute proposition, en tout ou en partie, ou, de rejeter toutes les propositions. L'UNICEF se réserve également le droit de négocier avec le soumissionnaire qui a présenté la meilleure proposition. L'UNICEF ne peut être tenu responsable de tout coût encouru par le soumissionnaire pour préparer la réponse à cette demande de proposition. Le soumissionnaire s'engage à être lié par la décision de l'UNICEF comme la question de savoir si sa proposition répond aux exigences énoncées dans la présente demande de proposition. L'UNICEF se réserve le droit d'attribuer l'accord à un ou plusieurs soumissionnaires.

#### **12. STRUCTURE DU CONTRACTANT**

Le soumissionnaire déclare et garantit qu'il a le personnel, l'expérience, les qualifications, les installations, les ressources financières et toutes les autres compétences et ressources nécessaires pour s'acquitter de ses obligations en vertu de tout contrat.

#### **13. PROPRIETE DE L'UNICEF**

Les propositions, les enquêtes et les réponses fournies dans le cadre de cette demande de proposition sont considérées comme la propriété de l'UNICEF. Tous les documents présentés en réponse à cette demande doivent rester avec l'UNICEF.

#### **14. PENALITE DE RETARD**

Si le contractant n'arrive pas à terminer le travail dans les délais convenus dans le contrat, des pénalités seront appliquées par l'UNICEF en déduisant 0.05% par jour de retard jusqu'à concurrence de 10% de la valeur totale du contrat.

Le paiement ou la déduction de tels dommages ne dispensera pas le contractant de ses obligations ou responsabilités relatives au contrat.

#### **15. COMPTE BANCAIRE**

Les soumissionnaires sont priés d'indiquer toutes les références bancaires nécessaires pour le paiement des factures.

Intitulé du compte RME : .....  
ou Compte à l'extérieur\* (*biffer la mention inutile*)

Nom de la Banque : .....

N° compte bancaire : .....

Adresse Banque : .....

### III. CRITÈRES D'ÉVALUATION

#### 1. Proposition technique :

Les évaluations seront faites suivant les critères ci-dessous :

DÉSIGNATION DES RUBRIQUES DE L'OFFRE TECHNIQUE	NOTE MAXIMALE
<b>1. Qualité de la proposition technique</b>	<b>30</b>
a. Compréhension de la mission	5
b. Cohérence de la proposition technique (incluant démarche méthodologique, chronogramme, outils proposés)	25
<b>2. Ressources humaines proposées</b>	<b>38</b>
a. Expert 1 - Chef d'équipe : Expert spécialisé dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la planification stratégique ; Minimum un diplôme de de niveau Master (ingénierie hydraulique, approvisionnement en eau et assainissement, gestion des ressources en eau ou équivalent) Au moins 15 ans d'expérience dans : (i) la planification stratégique ; (ii) la gestion des services d'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion intégrée des ressources en eau ; (iii) l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques aux processus de planification du développement ; (iv) les dispositions institutionnelles des projets de gestion des ressources en eau et les services EHA. Expérience dans le secteur EHA et connaissance solide de l'évolution du contexte EHA actuels au Niger ; Expérience d'appui à la maitrise d'ouvrage communale dans le secteur EHA ; Expérience avérée dans la coordination d'études techniques WASH complexes	20
b. Expert 2 : Expert en hydrologie et en changements climatiques – ingénieur en hydrologie, en climatologie et en projets d'approvisionnement en eau. Au moins 10 ans d'expérience, dont cinq ans en Afrique subsaharienne, dans les domaines des bases de données hydrologiques, du traitement de données, de la modélisation, de la simulation, etc., Expérience d'au moins 5 ans dans la conduite/participation à des études complexes sur les changements climatiques, la gestion intégrée des ressources en eau, la durabilité des services EHA ; Connaissances solides et à jour concernant les politiques, les instruments, les directives et les perspectives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation du phénomène.	10
c. Expert 3 : Expert socio économiste – spécialiste en planification de développement ; Expérience avérée dans le domaine de l'environnement et dans les questions liées au genre, aux usages de l'eau, à la vulnérabilité, à la participation des jeunes au développement ; Au moins une licence en économie/sociologie et 8 ans d'expérience dans	8

la conduite d'enquêtes et études socio-économiques dans les domaines de (i) l'évaluation et la gestion des impacts économiques et sociaux des services EHA ; (ii) la gestion concertée et durable des ressources en eau au niveau communautaire et/ou décentralisé; (iii) l'évaluation des besoins en renforcement des capacités ; (iv) la planification locale et (v) la sensibilisation et la communication pour le changement de comportements ; Expérience de travail dans le secteur WASH au Niger ; Connaissance de langues locales constitue un atout.	
<b>3. Références techniques / Expérience similaires</b>	<b>7</b>
a. 3 références d'études similaires pour des partenaires bilatéraux ou multilatéraux (Attestations de bonne fin d'exécution jointes)	7
<b>TOTAL</b>	<b>75</b>

Pour que la proposition soit considérée comme techniquement valable, le soumissionnaire doit atteindre un score minimum de 50 points sur 75. Les propositions qui ne répondent pas à la note minimale seront considérées comme techniquement non conformes et ne seront pas prises en considération. En outre, la clarté et l'exhaustivité de la présentation seront prises en compte dans l'évaluation.

## 2. Proposition financière : La structure des prix

25 points constituent le total assigné au composant prix. Le maximum des points sera attribué à la proposition de prix la moins disante. Les autres propositions des prix recevront des points dans la proportion inverse du prix le plus bas.

Exemple :

**Point pour la proposition de prix Y =**

**(Point maximum pour la proposition de prix (par ex. 25) X prix le plus bas de la proposition de prix) /  
Prix de la proposition Y**

Les offres sont classées en fonction de leurs notes techniques (NT) et financières (NF) additionnées. L'offre ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé sera recommandé pour la suite du processus de l'appel d'offre.

## **AVERTISSEMENT**

---

*Le présent appel à propositions requiert des soumissionnaires, du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage, et de toute autre personne intervenant dans le processus de passation du marché y afférant, l'observation scrupuleuse des normes d'éthique quant à la « corruption » et aux « manœuvres frauduleuses » lors de la passation et de l'exécution dudit marché. À cet effet, les définitions suivantes conviennent d'être précisées :*

- **« Corruption »** signifie le fait d'offrir, de donner, d'agréer ou de solliciter toute chose ayant une valeur dans le but d'influencer l'action d'un responsable dans le processus de passation et d'exécution du marché ;
- **« Manœuvres frauduleuses »** signifient une présentation inexacte des faits dans le but d'influencer le processus de passation ou d'exécution du marché au détriment du maître de l'ouvrage et incluent la collusion entre soumissionnaires en vue de fausser le principe de la libre concurrence.

La Commission d'ouverture et d'évaluation des offres rejettera toute offre contenant des informations inexactes ou fallacieuses fournies par le soumissionnaire et éliminera sans recours tout candidat usant de pratiques irrégulières dans le processus de passation du présent marché.

### **LISTE RECAPITULATIVE DES ANNEXES**

<b>ANNEXE 1.</b>	<b>TERMES DE REFERENCE</b>
<b>ANNEXE 2.</b>	<b>LETTRES DE SOUMISSION</b>
<b>ANNEXE 3.</b>	<b>TERMES ET CONDITIONS GENERALES DE L'UNICEF</b>

## **ANNEXE 1**

### **TERMES DE REFERENCE**

#### **Evaluation des effets de la variabilité et des changements climatiques et de leurs conséquences pour l'appui au développement de la résilience aux changements climatiques dans les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement au Niger**

##### **1. Contexte et justification**

Le Niger est un pays enclavé s'étendant sur 1 267 000 km<sup>2</sup> particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques. Le pays a été frappé par quatre grandes sécheresses au cours des quarante dernières années, ayant entraîné des pénuries alimentaires alarmantes qui ont accru l'insécurité alimentaire et la malnutrition aigüe, et qui ont eu des conséquences sanitaires et socio-économiques considérables sur la population.

Les risques liés au climat susceptibles de se présenter incluent entre autres des sécheresses récurrentes, la réduction des hauteurs et de la durée des pluies, des inondations imprévisibles, de violentes tempêtes de sable et des invasions destructrices d'acridiens. L'approvisionnement déjà insuffisant en eau potable est de plus en plus menacé par l'assèchement progressif des mares et des étangs, par le débit en réduction du fleuve Niger et par la sédimentation des lits des principaux cours d'eau du pays.

En plus des incidences en termes d'accès à l'eau pour la consommation humaine, des conséquences sont à prévoir notamment dans les secteurs de l'élevage et de l'agriculture, qui pourraient impacter l'économie du pays et engendrer une insécurité alimentaire générale, des mouvements de populations, un accroissement de l'exode rural, ainsi que des conflits intercommunautaires liés aux divers usages et à la gestion d'une ressource en eau se raréfiant progressivement.

Conscient des effets dévastateurs prévisibles des changements et de la variabilité climatiques, le gouvernement du Niger a signé en Juin 1992 la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et l'a ratifiée le 25 Juillet 1995. Il a également signé le Protocole de Kyoto en Décembre 1996 et l'a ratifié en Mars 2004. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette convention, le Niger a élaboré et présenté à différentes Conférences des Parties (COP), la Communication Nationale Initiale (CNI) et la Seconde Communication Nationale (SCN) sur les changements climatiques. La Troisième Communication Nationale (TCN) est en cours d'élaboration

Le Programme d'Action National pour l'Adaptation (PANA) élaboré en 2006 a identifié 14 domaines d'intervention prioritaires urgents, particulièrement dans les secteurs de l'eau, de l'agriculture, de l'élevage et de la santé. Un projet de politique nationale de lutte contre les changements climatiques a été élaboré en 2012 et attend d'être adopté par le Gouvernement.

Le Programme pour la production et la consommation durables 2014 - 2023 approuvé en juillet 2013 est également une réponse aux changements climatiques et aux enjeux du développement durable en général : il analyse les principales contraintes et les secteurs prioritaires clés et présente des mesures générales visant à promouvoir la production et la consommation durables dans de nombreux secteurs d'activités.

Depuis 2014, le Niger est engagé dans des processus nationaux de planification de l'adaptation aux changements climatiques avec le soutien du Programme mondial d'appui aux plans nationaux pour

l'adaptation aux changements climatiques<sup>1</sup>, Le pays a élaboré et présenté ses contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) dont la mise en œuvre s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Paris signé lors de la COP21.

Après la signature des trois Conventions de Rio et de l'Agenda 21, le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) a été créé par décret n° 96-004/PM en septembre 1996, lequel a été modifié en 2000 et en 2011. Cet organe de coordination transversale pour les questions liées à l'environnement et au développement durable, composé de représentants du gouvernement relevant de différents ministères, d'établissements de recherche et universitaires et de la société civile y compris du secteur privé, est placé sous la tutelle du cabinet du Premier Ministre.

A ce jour, plusieurs projets pilotes en lien avec les questions de changements et de variabilités climatiques ont été mis en œuvre, concernant essentiellement les secteurs de l'agriculture et de la sécurité alimentaires. Différents projets formulés par le MHA n'ont pu aboutir à ce jour du fait de la méconnaissance des procédures des instruments financiers dédiés aux questions de changements climatiques.

Le Gouvernement nigérien s'est doté en 2016 d'un nouveau programme sectoriel EHA (PROSEHA 2016 - 2030) aligné sur les objectifs de développement durable et inscrivant en bonne place la gestion intégrée des ressources en eau. Le PROSEHA est complété par le Plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE). Cependant, les questions de changements et de variabilités climatiques restent insuffisamment adressées dans ces deux documents stratégiques. Ce qui justifie la présente étude qui ambitionne de fournir au Gouvernement nigérien et à ses partenaires, des données et recommandations actualisées et pertinentes relatives aux incidences des changements et variabilités climatiques sur la disponibilité des ressources en eau et sur la durabilité des services EHA, ainsi qu'un plan d'action réaliste pour une plus grande efficacité des investissements futurs dans le secteur et une pérennisation de leurs effets en termes d'amélioration durable des conditions de vie des populations cibles.

## **2. Objectifs visés**

### **2.1. Objectif global**

L'étude a pour objectif global de dresser une évaluation exhaustive des éléments suivants :

- a) Les différents systèmes d'approvisionnement en eau et les services d'assainissement et d'hygiène ; la vulnérabilité et l'exposition des points d'eau et des services d'hygiène et d'assainissement aux variabilités et aux changements climatiques ainsi qu'à leurs effets ;
- b) La capacité d'adaptation du secteur EHA aux variabilités et aux changements climatiques et à leurs effets ;
- c) Les besoins prioritaires en matière de développement des capacités de résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA au Niger.

### **2.2. Objectifs spécifiques de l'étude**

---

<sup>1</sup> Programme conjoint PNUD/PNUE financé par le Fonds pour les pays les moins avancés et mis en place avec l'appui du Partenariat mondial de l'eau (GWP).



De façon spécifique, l'étude devra :

- Décrire la situation sociale, économique et environnementale actuelle dans les principales régions au Niger.
- Évaluer l'état actuel des effets de la variabilité et des changements climatiques, notamment des inondations et des sécheresses, sur les services EHA dans les principales régions du Niger.
- Fournir une compréhension exhaustive des services et des systèmes EHA actuels qui sont fortement menacés en raison de la variabilité et des changements climatiques et de leurs conséquences au Niger. Cela devrait permettre d'élaborer une cartographie des régions particulièrement sensibles au Niger où les services et les systèmes EHA sont fortement menacés en raison de la variabilité et des changements climatiques et de leurs conséquences.
- Évaluer les effets de la variabilité et des changements climatiques et de leurs conséquences sur les services et les systèmes EHA ainsi que sur les communautés bénéficiaires pour chaque région sensible identifiée au Niger, notamment en identifiant et en analysant les conditions et les facteurs climatiques susceptibles de perturber l'accès des enfants à l'eau salubre, aux installations sanitaires et aux pratiques d'hygiène ainsi que les liens avec les résultats dans d'autres secteurs (santé, agriculture et alimentation, moyens de subsistance, migration).
- Inventorier et analyser les expériences enregistrées au Niger, les points de vue et les mécanismes d'adaptation aux effets des changements climatiques sur le secteur EHA aux niveaux local et communautaire.
- Examiner les cadres politiques, les politiques, les stratégies, les programmes, les études et les directives favorables au secteur EHA, y compris en matière de financement, aux niveaux national et local, ainsi que les pratiques et les technologies existantes promouvant l'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques et à leurs conséquences.
- Recommander des investissements prioritaires dans la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA : a) au niveau des individus ; b) au niveau des organisations et c) au niveau du contexte de développement du Niger.
- Élaborer un plan d'action définissant clairement les rôles et les responsabilités pour la mise en œuvre des investissements prioritaires dans la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA.
- Elaborer un document de projet pilote de prise en compte des questions de changements climatiques et d'adaptation, dans le cadre de l'appui à apporter à 10 communes de convergence des régions de Maradi et Tahoua dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage EHA.

### **3. Résultats attendus**

- Un état des lieux exhaustif des risques liés aux incidences des changements et de la variabilité climatiques sur la durabilité et l'efficacité des services EHA au Niger ainsi que les actions actuelles d'adaptation et de résilience sont connues et les mesures à prendre sont définies et validées ;
- Quelques recommandations majeures sont rappelées dans la conception des ouvrages EHA afin d'intégrer la prise en compte des changements et de la variabilité climatiques ;
- Les besoins en renforcement des capacités des principales parties prenantes sont identifiés et les modalités de leurs résorption sont définies et validées ;
- Le Niger dispose d'un plan d'action 2017-2030 cohérent et réaliste, aligné sur le PROSEHA et les instruments nationaux en vigueur et incluant les investissements prioritaires pour l'adaptation et la résilience du secteur EHA aux changements climatiques.

- L'UNICEF et le MHA disposent d'un document de projet pilote pour l'appui à 10 communes de convergence des régions de Maradi et Tahoua dans la prise en compte des questions de changements climatiques dans le développement du secteur EHA.
- Ce projet pilote afin qu'il soit véritable compatible au contexte nigérien, il doit intégrer les cinq (5) aspects suivants : l'eau, l'énergie, l'alimentation, la santé et l'éducation. Ces cinq aspects sont autant des piliers indissociables à la sécurité d'un développement durable et équitable. Au Niger, jusqu'à présent ces cinq aspects ne sont pas suffisamment pris en compte dans les projets EHA ; ce qui consacre le caractère permanent des couches vulnérables (femmes et enfants).

#### **4. Méthodologie, activités et chronogramme**

La durée totale d'exécution de la prestation est de **Seize (16) semaines maximum** à compter de la date de signature du contrat. Ce délai inclut les visites de terrains, la collecte de données/informations, les réunions et ateliers de présentation/restitution des livrables, jusqu'à leur validation définitive par le MHA, l'UNICEF et les principales parties prenantes. .

**La prestation se déroulera en 4 phases :**

##### ***Phase 1 : Phase de démarrage (3 semaines maximum)***

Cette première phase consiste à produire un rapport de démarrage durant les trois premières semaines suivant la signature du contrat. Les principales activités de la phase de démarrage sont les suivantes :

- Travail de mise en route réalisé par le prestataire par le biais de réunions, de consultation de la documentation disponible ; de rencontres avec le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA), le cadre de concertation Etat/PTF du secteur EHA, avec les institutions nationales en charge de la coordination du secteur EHA et avec les autres institutions nationales clés, les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et les autres organisations concernées.
- Production par le prestataire du projet du rapport de démarrage devant inclure : a) un rapport conceptuel ; b) l'état actuel des connaissances sur les effets de la variabilité et des changements climatiques (y compris des inondations et des sécheresses) sur les services EHA dans les principales régions du Niger ; c) l'approche proposée et la méthodologie détaillée pour réaliser l'étude ; les indicateurs ; la méthode d'analyse et la présentation des données dans un tableau ; la liste de contrôle ; d) une réflexion sur la prise en compte du genre, de la participation des jeunes et de la vulnérabilité dans le cadre de l'étude ; e) une proposition de calendrier pour la livraison des résultats de l'étude.
- Présentation du projet de rapport de démarrage aux différentes parties prenantes pour amendement et validation, puis production et soumission de la version définitive du rapport de démarrage à l'UNICEF et au MHA.

##### ***Phase 2 : Collecte et analyse des données et production des rapports complets et d'évaluation des besoins en capacités (7 semaines maximum)***

La deuxième phase consiste à produire un rapport exhaustif évaluant dans quelles mesures les services EHA sont exposés à des risques élevés dans les régions sensibles en raison de la variabilité et des

changements climatiques et de leurs conséquences, ainsi que les besoins en matière de renforcement des capacités pour le développement de la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA au Niger.

L'évaluation des besoins en capacités mesurera les points forts et les points faibles et déterminera les besoins de renforcement des capacités pour les trois niveaux suivants :

- a) Au niveau des individus : connaissances, aptitudes, compétences, expérience et éthique dans le pays ;
- b) Au niveau des organisations : mission, structure, procédures opérationnelles et culture des organisations impliquées dans le développement de la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA, en examinant les ressources humaines, les ressources financières, les ressources documentaires, les infrastructures, etc. ;
- c) Au niveau du cadre et du contexte institutionnel et de développement : politiques, lois, réglementations, instruments, outils et normes fournissant un cadre au développement de la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA, et mécanismes de gestion, communication et coordination entre les différents organismes impliqués.

Cette deuxième phase inclura :

- Une analyse des institutions et des parties prenantes clés ayant une influence sur la planification à long terme de la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA (l'analyse peut sortir du cadre des institutions classiques du secteur) ;
- Une analyse des processus et des initiatives existantes au sein des institutions identifiées en vue de proposer les points d'entrée identifiés pour promouvoir la mise en œuvre du cadre ;
- Une évaluation de terrain/collecte de données primaires qualitatives et quantitatives ;
- Une analyse des données et des propositions de présentation des données dans des tableaux en garantissant la qualité des données et des possibilités de leur analyse complémentaire par d'autres prestataires externes ;
- L'évaluation des éventuels obstacles à la planification, à l'élaboration et à la mise en œuvre des priorités d'investissement liés à la résilience au changement climatique dans le secteur EHA au Niger ;
- La préparation et la présentation du projet du rapport complet, incluant les principales conclusions et recommandations ainsi que du rapport d'évaluation des besoins en capacités pour le développement de la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA au Niger au cours d'un atelier national ouvert aux différentes parties prenantes pour amendements et validation ;
- La préparation et la soumission du rapport définitif par le prestataire à l'UNICEF et au MHA.

***Phase 3 : Elaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre des investissements prioritaires dans la résilience aux changements climatique dans le secteur EHA (3 semaines maximum)***

La 3<sup>ème</sup> phase consiste à élaborer un plan d'action définissant clairement un cadre de suivi et d'évaluation et détaillant les rôles et les responsabilités en termes de mise en œuvre des investissements prioritaires dans la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA aux niveaux des individus, des

organisations et du contexte de développement du pays. La mise en œuvre du plan d'action doit permettre de :

- a) Intégrer les solutions prioritaires de résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA à la planification du développement ;
- b) Etablir une shortlist d'ouvrages EHA certifiés prenant en compte dans leur conception la dimension changements et variabilité climatiques ;
- c) Elaborer et mettre en œuvre des stratégies d'investissement et de financement de la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA ;
- d) Accorder une place importante au suivi et à la documentation dans cette phase de mise en œuvre.

La phase 3 de l'étude sera documentée par les résultats de l'atelier national mentionné plus haut. Les principales activités de cette phase incluent :

- L'élaboration participative d'un projet de plan d'action, incluant les investissements prioritaires à mettre en œuvre
- La présentation du projet de plan d'action prioritaire au cours d'un atelier national ouvert aux principales parties prenantes, pour amendements et validation ;
- L'élaboration et la soumission de la version définitive du plan d'action à l'UNICEF et au MHA.

***Phase 4 : Elaboration d'un projet pilote pour la mise en œuvre d'investissements prioritaires dans la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA dans 10 communes pilotes des régions de Maradi et Tahoua (3 semaines maximum)***

La 4<sup>ème</sup> phase consiste à élaborer un projet pilote de prise en compte des questions de changements climatiques dans le secteur EHA dans le cadre de l'appui à 10 communes de convergence pilotes des régions de Maradi et Tahoua.

Ce projet pilote intégrera notamment sans être exhaustif :

- Les différents usages de l'eau et la variabilité des ressources en eaux et de leur gestion concertée au niveau communautaire, intercommunautaires et communal ;
- L'adaptation des Plans Locaux Eau et Assainissement (PLEA) aux questions de changements climatiques
- La définition d'actions prioritaires d'investissements au niveau communal, intercommunautaire et communautaire en matière d'EHA résilients aux changements climatiques
- Les mécanismes de valorisation et de vulgarisation des connaissances, savoir-faire locaux et ressources locales, y compris la dynamique communautaire pour une gestion durable des services EHA
- Les mécanismes et sources de financement durable de services EHA résilients aux changements climatiques.

Le prestataire fournira **sa démarche méthodologique, un chronogramme détaillé d'activités ainsi que le plan d'organisation du travail** en cohérence avec le phasage et les activités décrites ci-haut...

## **5. Délivrables**

Dans le cadre de l'étude, le prestataire fournira :

- Un rapport de démarrage incluant la méthodologie et le chronogramme actualisés ainsi que les différents outils à utiliser sur le terrain;
- Un rapport d'évaluation complet portant sur les risques liés aux changements climatiques identifiés (les aléas [inondations, sécheresses, etc.] ; l'exposition aux risques et ses conséquences ; la vulnérabilité et les capacités d'adaptation) ayant des conséquences sur les services EHA, en vue d'appuyer la mise en place de programmes EHA résilients aux changements climatiques ;
- Un rapport d'évaluation des besoins de renforcement des capacités en lien avec les questions de changements climatiques ;
- Un plan d'action définissant clairement les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes pour la mise en œuvre des investissements prioritaires dans la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA au Niger.
- Un document de projet pilote pour l'appui à 10 communes de convergence des régions de Maradi et Tahoua.

## **6. Gestion et supervision**

L'étude sera conduite sous la supervision du Chef de l'Unité WASH de l'UNICEF Niger.

Au niveau national, le prestataire travaillera en étroite collaboration avec la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) et la Direction des Etudes et de la Programmation du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, avec le PANGIRE et le CNEDD ainsi qu'avec les membres du cadre de concertation Etat/PTF et la coalition des ONG WASH. Au niveau infranational, il collaborera avec le staff WASH des bureaux de zone UNICEF, les Directeurs Régionaux et Départementaux de l'Hydraulique et de l'Assainissement, avec les ONG et les communes cibles.

## **7. Dispositions particulières liées au service demandé ou au prestataire de service**

- L'offre financière devra être all inclusive, intégrant tous les coûts relatifs à la bonne réalisation de la mission.
- Le prestataire sera appelé à se déplacer dans le cadre de la consultance en vertu des politiques en vigueur en matière de voyage à l'UNICEF
- Les billets seront achetés par le prestataire en s'assurant d'avoir l'itinéraire le plus direct et le plus économique.
- Tous les voyages doivent être effectués en classe économique. Les voyages en classe affaires ne sont pas autorisés indépendamment de la durée de Voyage.
- Les coûts des indemnités journalières de subsistance (DSA) seront selon les taux applicables de l'ONU.
- Lors de la présentation d'une facture pour les demandes de voyage, les éléments suivants doivent être indiqués: coût de billets d'avion, DSA et les frais terminaux. La facture doit être accompagnée de pièces justificatives telles que la copie du billet d'avion et d'autres recettes.
- Le prestataire est responsable de l'obtention des visas et l'assurance voyage.

- Le montant total du contrat comprendra les honoraires professionnels ainsi qu'une estimation des frais de voyage et de séjour à titre indicatif. Ces frais seront remboursés selon les indications ci-dessus.
- L'UNICEF Niger ne fournira pas d'assistance pour les voyages internationaux, les formalités de visas, les services bancaires
- Le prestataire devra disposer des documents de voyage et assurances santé appropriés en état de validité.
- Le prestataire ne recevra pas d'autres avantages en dehors de ceux indiqués dans le contrat.
- L'UNICEF ne fournira pas de support administratif aux membres de l'équipe/cabinet de consultation, ni d'accès aux photocopieurs et ordinateurs dans le cadre de l'étude.

## 8. Qualification et expériences professionnelles requises

Les exigences minimales suivantes sont nécessaires pour une candidature appropriée.

- **Chef de projet – Expert avéré en approvisionnement en eau et en assainissement** – Expert spécialisé dans l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la planification stratégique. Il doit avoir au minimum un diplôme de maîtrise (ingénierie hydraulique, approvisionnement en eau et assainissement, gestion des ressources en eau ou équivalent) et doit justifier d'au moins 15 ans d'expérience dans : (i) la planification stratégique ; (ii) la gestion des services d'approvisionnement en eau, l'assainissement et la gestion intégrée des ressources en eau ; (iii) l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification du développement ; (iv) les dispositions institutionnelles des projets de gestion des ressources en eau et les services EHA. Une expérience dans le secteur EHA et une connaissance solide des processus de développement EHA actuels au Niger est un atout.

*Responsabilités* : Le chef de projet doit assurer la coordination générale de la collaboration dans le cadre de la mission de consultation avec les institutions nationales en charge de la coordination du secteur EHA et avec l'UNICEF. Il assure, entre autres : (i) la gestion, la coordination et la garantie de la qualité pour la présentation des produits à livrer en temps opportun ; (ii) la supervision et l'accompagnement des autres experts de l'équipe de prestataires dans l'exécution de leurs tâches individuelles afin de garantir la mise en œuvre progressive, cohérente et collective des activités de la mission et de fournir les résultats attendus ; (iii) la gestion et la coordination des tâches techniques en relation avec l'étude.

- **Expert en hydrologie et en changements climatiques** – ingénieur en hydrologie, en climatologie et en projets d'approvisionnement en eau. Il doit avoir dix ans d'expérience, dont cinq ans en Afrique subsaharienne, dans les domaines des bases de données hydrologiques, du traitement de données, de la modélisation, de la simulation, etc., en relation avec les études de projets sur la prestation des services EHA. Il doit pouvoir justifier de connaissances solides concernant les politiques, les instruments, les directives et les perspectives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation du phénomène.

- **Expert socio économiste** – spécialiste en planification de développement ayant une expérience avérée dans le domaine de l’environnement et dans les questions liées à l’égalité des sexes. Il doit avoir au moins une licence en économie/sociologie et dix ans d’expérience dans les enquêtes et les études socio-économiques dans les domaines de (i) l’évaluation et la gestion des impacts économiques et sociaux des services EHA ; (ii) la gestion concertée et durable des ressources en eau au niveau communautaire et/ou décentralisé ; (iii) l’évaluation des performances de systèmes intégrés incluant les questions de l’accès à l’eau potable , d’une alimentation équilibrée in situ, de la santé et de l’énergie; ; (iv) l’évaluation des besoins en renforcement des capacités ; (v) la planification locale et (vi) la sensibilisation et la communication pour le changement de comportements.

## 9. Critères d’évaluation des offres / Barème de notation

Le dossier du soumissionnaire devra comprendre une offre technique et une offre financière notées respectivement sur 75 et 25. L’analyse des offres techniques se basera sur les rubriques et la notation dans le tableau ci-après.

DÉSIGNATION DES RUBRIQUES DE L’OFFRE TECHNIQUE	NOTE MAXIMALE
<b>1. Qualité de la proposition technique</b>	<b>30</b>
c. Compréhension de la mission	5
d. Cohérence de la proposition technique (incluant démarche méthodologique, chronogramme, outils proposés)	25
<b>2. Ressources humaines proposées</b>	<b>38</b>
d. Expert 1 - Chef d’équipe : Expert spécialisé dans l’approvisionnement en eau, l’assainissement et la planification stratégique ; Minimum un diplôme de de niveau Master (ingénierie hydraulique, approvisionnement en eau et assainissement, gestion des ressources en eau ou équivalent) Au moins 15 ans d’expérience dans : (i) la planification stratégique ; (ii) la gestion des services d’approvisionnement en eau, l’assainissement et la gestion intégrée des ressources en eau ; (iii) l’intégration de l’adaptation aux changements climatiques aux processus de planification du développement ; (iv) les dispositions institutionnelles des projets de gestion des ressources en eau et les services EHA. Expérience dans le secteur EHA et connaissance solide de l’évolution du contexte EHA actuels au Niger ; Expérience d’appui à la maitrise d’ouvrage communale dans le secteur EHA ; Expérience avérée dans la coordination d’études techniques WASH complexes	20
e. Expert 2 : Expert en hydrologie et en changements climatiques – ingénieur en hydrologie, en climatologie et en projets d’approvisionnement en eau. Au moins 10 ans d’expérience, dont cinq ans en Afrique subsaharienne, dans les domaines des bases de données hydrologiques, du traitement de données, de la modélisation, de la simulation, etc., Expérience d’au moins 5 ans dans la conduite/participation à des études complexes sur les changements climatiques, la gestion intégrée des ressources en eau, la durabilité des services EHA ; Connaissances solides et à jour concernant les politiques, les instruments,	10

les directives et les perspectives d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation du phénomène.	
f. Expert 3 : Expert socio économiste – spécialiste en planification de développement ; Expérience avérée dans le domaine de l'environnement et dans les questions liées au genre, aux usages de l'eau, à la vulnérabilité, à la participation des jeunes au développement ; Au moins une licence en économie/sociologie et 8 ans d'expérience dans la conduite d'enquêtes et études socio-économiques dans les domaines de (i) l'évaluation et la gestion des impacts économiques et sociaux des services EHA ; (ii) la gestion concertée et durable des ressources en eau au niveau communautaire et/ou décentralisé; (iii) l'évaluation des besoins en renforcement des capacités ; (iv) la planification locale et (v) la sensibilisation et la communication pour le changement de comportements ; Expérience de travail dans le secteur WASH au Niger ; Connaissance de langues locales constitue un atout.	8
<b>3. Références techniques / Expérience similaires</b>	<b>7</b>
b. 3 références d'études similaires pour des partenaires bilatéraux ou multilatéraux (Attestations de bonne fin d'exécution jointes)	7
<b>TOTAL</b>	<b>75</b>

**NB : Toute note technique en dessous de 50 est éliminatoire. L'analyse de l'offre financière ne se fera que pour les offres techniques supérieures ou égales à 50/75.**

## 10. Modalités de paiement

Le paiement se fera en trois (03) tranches comme suit :

- **30% du montant total** du contrat après validation par Unicef du rapport de démarrage
- **20% du montant total** du contrat après validation par Unicef du rapport d'évaluation complet portant sur les risques liés aux changements climatiques
- **20% du montant total du contrat après validation par Unicef** du rapport d'évaluation des besoins de renforcement des capacités en lien avec les questions de changements climatiques.
- **30% du montant total** du contrat après approbation par Unicef du plan d'action pour la mise en œuvre des investissements prioritaires dans la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA au Niger et du document de projet pilote pour l'appui aux 10 communes de convergence cibles.



## QUESTIONS ET INDICATEURS

L'étude devra proposer un plan de recherche qui examine trois aspects de l'analyse et de l'évaluation des risques liés aux changements climatiques : les aléas (inondations, sécheresse, etc.), l'exposition aux risques et ses conséquences, la vulnérabilité et les capacités d'adaptation. A titre indicatif, quelques questions et indicateurs clés sont proposés ci-dessous.

### 1.1. QUESTIONS CLES

1. Quelle est l'ampleur de la variabilité et des changements climatiques (à partir des données et relevés des stations météorologiques, de la variation saisonnière des précipitations, de la fréquence des inondations, des difficultés de recharge des nappes, de l'assèchement/réduction des eaux de surface...) ?
2. Quel est l'état/la situation des services et des systèmes EHA qui sont fortement vulnérables à la variabilité et aux changements climatiques et à leurs conséquences ?
  - Disponibilité de l'eau : suffisante/insuffisante
  - Qualité de l'eau : bonne/mauvaise
  - Preuves des effets de la variabilité climatique sur les services EHA
  - Dommages/destruction des points d'eau
  - Effets sur les installations sanitaires et sur les pratiques d'hygiène
3. Dans quelles mesures les effets de la variabilité et des changements climatiques affectent les services et le secteur EHA et les autres secteurs comme la santé et la nutrition, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'éducation, les moyens de subsistance et la migration ? Quels systèmes ou groupes sociaux sont les plus susceptibles d'être lourdement affectés ?

La réponse à ces questions devra se référer à des éléments et faits concrets, vérifiables, pertinents et traduisant leur interaction récurrente.

4. Comment réagissent les communautés face à la variabilité et aux changements climatiques qui touchent le secteur EHA ?
  - Nombre de sources et points d'eau utilisés dans le passé
  - Qualité et quantité de l'eau disponible : avant et maintenant (il y a ~~15~~ 35 ans, maintenant et vision future sur les 15 prochaines années)
  - Implication de la communauté pour répondre à ces changements (vision/prévisions, actions, acteurs clés, résultats, changements, limites...)
  - Réponses communautaires en termes modification/adaptation des usages de l'eau

5. Quelles sont les pratiques, les connaissances et les technologies existant actuellement au sein des institutions et des communautés/ménages pour lutter contre les effets de la variabilité et des changements climatiques sur les services EHA et les points d'eau ?
- Capacité des institutions locales et nationales à appuyer la résilience aux changements climatiques
  - Mécanismes communautaires d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques actuels
  - Capacité des communautés à répondre aux risques liés à la variabilité et aux changements climatiques
  - Innovation et bonnes pratiques dans le domaine de la résilience aux changements climatiques dans le secteur EHA
  - Programmation du secteur EHA en matière de résilience aux changements climatiques
6. Quels sont les stratégies d'adaptation et les investissements dans la résilience aux changements climatiques prioritaires envisageables dans le secteur EHA ?

## 1.2. **INDICATEURS**

Le prestataire devra déterminer un ensemble d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs généraux qui pourront être utilisés pour élaborer la liste de contrôle pour les groupes ciblés (ménages, groupes locaux, groupe, institutions), et qui devront être fondés sur les méthodes de recherche convenues. L'évaluation doit prévoir une comparaison des indicateurs et des paramètres relatifs aux risques liés aux changements climatiques.

Pour évaluer les effets des changements climatiques, le prestataire peut s'appuyer sur les indicateurs suivants :

- Paramètres climatiques : évolution des températures/du réchauffement, précipitations, qualité de l'air ;
- Données historiques et évolutions de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes ;
- Aléas naturels (séismes, inondations, apparition de nouvelles mares ou déplacements latéraux de certains cours d'eau, déplacement de certains tronçons routiers d'envergure nationale, remontées capillaires affectant la conception des habitats traditionnels dans certaines zones du pays, glissements de terrain, sécheresse, maladies transmises par l'eau, migrations climatiques) ;
- Changements observés au niveau de la qualité, de la quantité et de la disponibilité des points d'eau et de leur fonctionnalité ;
- Impacts sectoriels : effets des changements climatiques sur : a) les moyens de subsistance ; b) l'économie ; c) la production agricole et alimentaire ; d) la santé ; e) le secteur socioculturel.

## ANNEXE 2

### MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE TECHNIQUE

(Nom du soumissionnaire)

(Lieu et date)

**Objet :**

**A**

(Nom et adresse de l'UNICEF)

Mme la Représentante de l'UNICEF au Niger,

Après avoir examiné le dossier d'appel d'offre pour – **LRFP- 9134551 – EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER;**

Nous vous soumettons par la présente notre offre technique sous enveloppe fermée et cachetée.  
Nous nous engageons sur la base de cette offre pour une période de 90 jours à compter de la date fixée pour la remise des plis. L'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé.

Les termes de référence font partie intégrante de notre offre.

Veillez agréer, Madame la Représentante, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature

Nom et Prénom du représentant habilité

**- MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE FINANCIERE**

(Nom du soumissionnaire)

(Lieu et date)

**Objet :**

**A**

(Nom et adresse de l'UNICEF)

Mme la Représentante de l'UNICEF au Niger,

Après avoir examiné le dossier d'appel d'offre pour – **EVALUATION DES EFFETS DE LA VARIABILITE ET DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS CONSEQUENCES POUR L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA RESILIENCE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES SECTEURS DE L'EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT AU NIGER**, nous vous soumettons par la présente notre offre financière sous enveloppe fermée et cachetée.

Nous nous engageons sur la base de cette offre pour une période de 90 jours à compter de la date fixée pour la remise des plis. L'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé.

Les termes de référence font partie intégrante de notre offre.

Veuillez agréer, Madame la Représentante, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature

Nom et Prénom du représentant habilité

## **ANNEXE 3**

### **TERMES ET CONDITIONS GENERALES DE L'UNICEF**

#### **1. Confirmation de réception**

La signature et la remise de la confirmation de réception d'une copie du Contrat émis par l'UNICEF ou le fait de commencer les travaux définis dans le Contrat constitueront la confirmation d'un arrangement liant l'UNICEF et le prestataire.

#### **2. Date de livraison**

La Date de Livraison est celle où la prestation définie par le Contrat est livrée au lieu indiqué dans les termes du Contrat.

#### **3. Modalités de paiement**

(a) A moins d'autres conditions stipulées dans le Contrat, le paiement sera effectué par l'UNICEF au plus tard 30 jours après la présentation de la facture du prestataire, après que la prestation ait été validée conforme au Contrat par l'UNICEF.

(b) Le paiement effectué suivant la facture mentionnée ci-dessus reflètera toute ristourne prévue selon les termes de paiement, sous réserve que le paiement soit effectué dans le délai prévu par les termes de paiement définis dans le Contrat.

(c) Les prix indiqués dans le Contrat ne pourront être augmentés à moins d'un accord de l'UNICEF

#### **4. Limites de l'Engagement Financier**

Aucune augmentation de l'engagement financier de l'UNICEF ou des coûts de prestation pouvant résulter de changements dans la conception, les modifications ou l'interprétation des termes de référence ne sera autorisée ou payée au prestataire sauf accord de l'autorité contractante au moyen d'un amendement du Contrat avant l'inclusion de ces modifications dans la prestation.

#### **5. Exemption de Taxes**

La Section 7 de la Convention sur les Immunités et Privilèges des Nations Unies stipule, inter alia, que l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, bénéficie de l'exonération de toutes taxes directes et de toutes redevances douanières concernant l'importation et l'exportation d'articles destinés à son usage officiel. Par conséquent, le prestataire autorise l'UNICEF à déduire de sa facture tout montant correspondant aux droits et taxes qui auraient été facturés à l'UNICEF par le prestataire. Le paiement du montant de la facture rectifiée dans ce sens représentera le paiement intégral par l'UNICEF. En cas de refus par une autorité fiscale de reconnaître l'exonération de taxes par les Nations Unies, le prestataire consultera immédiatement l'UNICEF pour décider d'une procédure acceptable pour les deux parties.

Par conséquent, le prestataire autorise l'UNICEF à déduire de la facture tout montant représentant des taxes, droits ou charges fiscales à moins d'une consultation préalable de l'UNICEF avant le paiement de la facture, à moins que l'UNICEF ait spécifiquement autorisé le prestataire à régler ces taxes, droits ou charges contestés. Auquel cas le prestataire soumettra à l'UNICEF la preuve écrite du paiement des

taxes, droits ou charges dûment autorisés.

## 6. Statut Légal

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut légal de prestataire indépendant vis-à-vis de l'UNICEF. Le personnel et ses sous contractants ne seront, en aucun cas, considérés comme employés ou agents de l'UNICEF.

## 7. Responsabilité du prestataire vis-à-vis de ses employés

Le prestataire assumera la responsabilité de la compétence professionnelle et technique de ses employés et sélectionnera, pour la réalisation de la prestation faisant l'objet du Contrat, des individus de confiance pouvant assurer la bonne exécution du contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à un devoir de conduite morale et éthique de haut niveau.

## 8. Indemnisation

Le prestataire sera tenu, à ses frais, d'indemniser, protéger et défendre l'UNICEF, ses cadres, agents, personnel et employés contre tous procès, plaintes, requêtes ou responsabilités de toute nature, y compris les coûts et dépenses résultant d'actions ou omissions du prestataire, de ses employés ou sous-traitants, dans l'exécution du Contrat. La présente réserve s'étendra, inter alia, à toutes plaintes et responsabilités concernant la compensation des ouvriers, la responsabilité concernant la qualité de la prestation ainsi que toute responsabilité dans l'utilisation d'inventions, de matériels patentés, d'articles brevetés et toute autre propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, responsables, agents, travailleurs ou sous-traitants. Les obligations couvertes par le présent Article ne sont pas annulées à la fin du contrat.

## 9. Assurances et obligations envers de tierces personnes.

(a) Le prestataire sera tenu d'assurer et de maintenir une couverture d'assurance contre tous les risques couvrant les biens et équipements destinés à l'exécution de ce Contrat.

(b) Le prestataire fournira et maintiendra une obligation d'assurance de compensation et de responsabilité envers ses employés pour la couverture de demandes de dommages et intérêts pour décès, blessures corporelles ou dommages de biens, résultant de l'exécution de ce Contrat. Le prestataire justifiera également une assurance en responsabilité envers ses sous-traitants.

(c) Le prestataire sera également tenu de fournir et de maintenir une assurance en responsabilité d'un montant adéquat pour couvrir les demandes de dommages de la part de tiers pour cause de décès, blessure corporelle ou dommages de biens résultant en relation avec l'exécution de ce Contrat ou en raison d'utilisation de véhicules, bateaux, avions ou tout autre équipement appartenant ou loués par le prestataire ou par ses agents, employés ou sous-traitants chargés d'exécuter des travaux ou services dans le cadre du Contrat.

(d) A l'exception de l'assurance d'indemnisation des ouvriers, les polices d'assurance sous le présent Article :

(i) incluront l'UNICEF en qualité d'assuré additionnel;

(ii) stipuleront une clause de renonciation de subrogation des droits du prestataire par l'assuré contre l'UNICEF

(iii) Stipuleront un préavis par écrit de trente (30) jours qui devra être appliqué pour toute annulation ou modification de la couverture d'assurance.

#### 10. Les Sources d'instructions

Le prestataire ne recherchera ni acceptera, en aucun cas, des instructions émanant d'une autorité autre que l'UNICEF, pour l'exécution de ses engagements contractuels. Le prestataire n'entreprendra aucune action pouvant porter préjudice à l'UNICEF ou aux Nations Unies et accomplira dûment ses engagements dans le meilleur intérêt de l'UNICEF.

#### 11. Embarras et relations

Le prestataire ne provoquera ni permettra que des privilèges, relations ou faits générant de l'embarras émanant d'un quelconque individu soient placés ou conservés dans les dossiers des services publics ni ceux de l'UNICEF contre tout paiement qui aurait été effectué en raison de prestations ou fourniture de matériaux dans le cadre de ce Contrat, ou à la suite de réclamations ou requêtes contre le prestataire.

#### 12. Propriété des équipements

Les équipements et fournitures fournis par l'UNICEF demeurent propriété de l'UNICEF et seront restitués à l'UNICEF à la fin de ce Contrat ou lorsque leur utilisation n'est plus requise par le prestataire. Ces équipements seront restitués à l'UNICEF dans le même état de leur remise au prestataire, sous réserve des usures normales.

#### 13. Droits, Modèles et autres Droits de Propriété

L'UNICEF détiendra la propriété intellectuelle et autres droits de propriété y compris, sans que cela ne soit limitatif, les patentes, droits de propriété et marques, pour tous les documents et autres matériels directement liés, préparés ou collectés pour et durant l'exécution de ce Contrat. A la demande de l'UNICEF, le prestataire veillera à prendre toutes les actions nécessaires, produire les documents requis et assister d'une manière générale au respect de ces droits de propriété et les remettre à l'UNICEF, en conformité avec les lois en vigueur.

#### 14. Nature confidentielle des documents

(a) tous dessins, cartes, photographies, mosaïques, plans, rapports, recommandations, devis, documents et autres données collectées ou reçus par le prestataire dans le cadre du Contrat resteront propriété de l'UNICEF, considérés confidentiels et remis aux seuls responsables autorisés de l'UNICEF à la fin de la prestation couverte par le Contrat.

(b) Le prestataire pourra communiquer en aucune manière ni à tout moment au gouvernement ou toute autre autorité extérieure à l'UNICEF, des informations qu'il aura recueillies dans le cadre de son association avec l'UNICEF si elles ne sont pas du domaine public, sauf autorisation de l'UNICEF. Le prestataire ne pourra utiliser lesdites informations à son avantage personnel. Ces obligations demeurent valides au-delà de la fin de ce contrat avec l'UNICEF.

#### 15. Force Majeure ; autres modifications dans les conditions

(a) Dans l'éventualité de cas constituant force majeure, de changements ou immédiatement après leur occurrence, le prestataire en informera l'UNICEF d'une manière détaillée et par écrit lorsque ces cas ou changements constituent un obstacle à la bonne exécution des obligations et responsabilités du prestataire dans le cadre du Contrat. Le prestataire informera également l'UNICEF de tous

changements dans les conditions ou événements qui interfèrent ou menacent les opérations du prestataire dans le cadre du Contrat. A réception de l'information sous cet article, UNICEF prendra, à sa seule discrétion, les mesures adéquates ou nécessaires dans ces circonstances, y compris une prolongation raisonnable du délai accordé au prestataire pour la réalisation de ses obligations dans le cadre du Contrat.

(b) Si le prestataire est dans l'incapacité permanente, totale ou partielle d'assumer les obligations et responsabilités stipulées par le Contrat en raison d'une force majeure, l'UNICEF aura le droit de suspendre ou de résilier ce Contrat conformément aux mêmes termes et conditions de l'article 16 « Résiliation », à l'exception d'une période de préavis de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.

(c) Le terme Force Majeure est utilisé dans cet Article pour qualifier les catastrophes naturelles, conflits (déclarés ou non), invasion, révolution, insurrection ou autres actes de nature ou force similaires.

#### 16. Résiliation

A défaut par le prestataire de livrer partie ou totalité des produits dans les délais prescrits dans le Contrat, de non-respect des termes, conditions ou obligations du Contrat, de banqueroute, liquidation ou insolvabilité, ou lorsque le prestataire est assigné à cession à ses créanciers ou dans le cas de nomination d'un administrateur judiciaire pour insolvabilité du prestataire, l'UNICEF peut, sans préjudice de tout autre droit ou action pouvant être appliqués conformément aux termes et conditions, résilier tout ou partie du contrat sous préavis de trente (30) jours.

L'UNICEF se réserve le droit de résilier le contrat sans justification et à tout moment, sous préavis par écrit de trente (30) jours adressé au prestataire, auquel cas UNICEF remboursera au prestataire les coûts d'un montant raisonnable qui auront été engagés par le prestataire jusqu'au moment de réception du préavis de résiliation.

En cas de résiliation du contrat, l'UNICEF ne paiera au prestataire que les travaux et services effectués de manière satisfaisante conformément aux termes du Contrat.

A partir de la date du préavis, le prestataire ne pourra plus prétendre à des paiements supplémentaires mais restera responsable vis à vis de l'UNICEF de toute perte ou dommage raisonnables encourus par l'UNICEF en raison de la défaillance. Le prestataire ne sera pas tenu responsable de toute perte ou dommage encourus dans le cadre du Contrat si la défaillance dans l'exécution du Contrat est causée par un cas de force majeure.

A la résiliation du contrat, l'UNICEF peut demander au prestataire de livrer les tâches qui auraient été complétées, validées mais non livrées jusqu'à la date de notification, ainsi que tous matériels ou procédé d'opération spécifiquement relié à ce Contrat. Sous réserve de déductions réclamées par l'UNICEF en relation avec le contrat ou sa résiliation, l'UNICEF paiera la valeur des prestations qui auront été effectuées de manière satisfaisante.

Les procédures d'arbitrage énoncées dans l'article 22 "règlement de litiges" n'ont pas valeur de résiliation du Contrat.

#### 17. Sous-traitance

Tout appel aux services de sous-traitants par le prestataire devra faire l'objet d'une revue et autorisation préalables de l'UNICEF. Cette autorisation ne relèvera pas le prestataire de ses obligations dans le cadre de ce Contrat. Les termes de toute sous-traitance devront être en relation et en conformité avec les provisions du Contrat.



#### 18. Cession et insolvabilité

Sauf autorisation écrite de l'UNICEF, le prestataire ne pourra céder, transférer, gager ou effectuer d'autres actions de cession de tout ou partie des droits et obligations du prestataire dans le cadre du Contrat.

En cas d'insolvabilité ou de modification de l'autorité du prestataire pour cause d'insolvabilité, l'UNICEF peut, sans préjudice d'autres droits ou actions, résilier le Contrat par notification écrite.

Utilisation des dénominations et emblèmes NATIONS UNIES et UNICEF :

Le prestataire n'est pas autorisé, en aucune manière, à utiliser la dénomination, l'emblème ou le cachet officiels des Nations Unies ou de l'UNICEF, ni toute abréviation de dénominations.

#### 19. Implication de membres du personnel

Le prestataire se porte garant qu'aucun membre du personnel de l'UNICEF ou des Nations Unies n'aura reçu ou recevra du prestataire des avantages directs ou indirects en relation avec ce Contrat. Le prestataire admet que la violation de cette disposition constitue une violation d'un terme majeur du Contrat.

#### 20. Interdiction de publicité

Sauf autorisation spécifique de l'UNICEF, le prestataire ne pourra utiliser le nom de l'UNICEF aux fins de publicité ni divulguer la fourniture de biens ou services à l'UNICEF sans autorisation expresse de celle-ci.

#### 21. règlement de litiges

##### Règlement à l'amiable

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différent, controverse ou réclamation concernant ce Contrat ou toute violation, résiliation ou invalidité de celui-ci. Le règlement à l'amiable, en conciliation entre les deux parties, s'appliquera suivant les règles de conciliation de l'UNCITRAL ou par toute autre procédure convenue entre les deux parties.

##### Arbitrage

A moins d'un règlement à l'amiable, conformément à l'article ci-dessus dans un délai de soixante (60) jours après la réception par l'une ou l'autre des parties d'une demande de règlement à l'amiable, tout litige, controverse ou réclamation survenant dans le cadre du Contrat, entre les deux parties, concernant la violation, la résiliation ou l'invalidité du Contrat, seront soumis à arbitrage selon les règles d'arbitrage de l'UNCITRAL. La décision d'attribution de dommages ne relève pas du tribunal d'arbitrage. De même, la décision de paiement d'intérêts excédant six pour cent (6%) ne relève pas du tribunal d'arbitrage, qui se limitera ainsi au plus simple. Les parties seront liées par la décision d'arbitrage qui sera considérée comme l'adjudication définitive de la controverse, réclamation ou litige concernés.

#### 22. Immunités et privilèges

Les immunités et privilèges des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, ne pourront être révoqués.

#### 23. Travail des Enfants

L'UNICEF souscrit entièrement à la Convention sur les Droits des Enfants et attire l'attention de tous les fournisseurs potentiels sur l'Article 323 de la Convention qui exige inter alia la protection des enfants contre tout travail présentant des risques ou ayant une implication sur leur éducation ou pouvant être

dangereux pour leur santé ou leur développement physique, mental, spirituel ou social.

#### 24. Mines anti-personnel

L'UNICEF soutient l'interdiction internationale de production de mines anti-personnel. Des milliers de personnes, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués ou blessés par des mines anti-personnel. Les mines anti-personnel représentent un sérieux obstacle au retour des personnes déplacées de leurs lieux de résidence en raison de conflits autour de leurs villages et foyers. L'UNICEF a par conséquent, décidé de ne pas se procurer des produits auprès d'entreprises qui commercialisent ou fabriquent des mines anti-personnel ou leurs composantes.

#### 25. Autorisation de modification

Aucune modification ni changement du Contrat, aucune annulation de ses termes ni relation contractuelle additionnelle d'aucune sorte seront valables ni applicables contre l'UNICEF à moins qu'elles ne soient validées par un amendement du Contrat, signé et autorisé par l'autorité officielle de l'UNICEF.

#### 26. Remplacement de personnel

L'UNICEF se réserve le droit de demander le remplacement d'employés du prestataire en raison de performances jugées insatisfaisantes. Après une notification par écrit, le prestataire présentera à l'étude et accord de l'UNICEF le CV des candidats appropriés dans les trois (3) jours. Le prestataire devra remplacer le personnel non satisfaisant dans un délai de sept (7) jours après la sélection par l'UNICEF. Dans l'indisponibilité, pour quelque raison, d'un ou de plusieurs membres du personnel clés du personnel pour les prestations comprises dans le Contrat, le prestataire (i) en informera l'UNICEF au moins quatorze (14) jours à l'avance et (ii) obtiendra l'accord de l'autorité chargée du projet avant d'effectuer le remplacement du personnel clé. Le personnel clé consiste en :

(a) Personnel identifié comme des personnes clés dans la proposition (au moins partenaires, directeurs, auditeurs senior), ceux qui seront responsabilisés pour une bonne exécution du contrat.

(b) Personnel dont les CVs auront été soumis avec la proposition et,

(c) Individus qualifiés de personnel clé dans le Contrat

Dans sa notification au responsable du projet, le prestataire fournira des explications sur les circonstances qui justifient les remplacements proposés et soumettra, avec le plus de détails possibles, les justificatifs et qualifications du personnel de remplacement pour permettre une évaluation de l'impact sur l'engagement.

L'accord de l'UNICEF pour le personnel de remplacement ne libère par le prestataire de ses responsabilités dans ses engagements dans le cadre du Contrat.